

Zeitschrift: Mobile : la revue d'éducation physique et de sport
Herausgeber: Office fédéral du sport ; Association suisse d'éducation physique à l'école
Band: 9 (2007)
Heft: 2

Artikel: Véhiculer le bon message
Autor: Saugy, Martial
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-995472>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Chaque année, le LAD procède à quelque 4000 analyses d'urine et de sang. «Une petite moitié pour le compte de Swiss Olympic, l'autre moitié pour celui de fédérations internationales», note Martial Saugy. Plusieurs institutions sportives ont en effet recours aux services de son équipe, composée d'une vingtaine de personnes. En premier lieu, l'Union Cycliste Internationale (UCI). «Le cyclisme était confronté à un grand problème avec l'EPO au milieu des années nonante. En 1996, nous avions proposé à l'UCI de faire des mesures sanguines, sur le terrain et le jour même de la compétition. L'accord des directeurs d'équipe et du syndicat des coureurs – qui souhaitaient eux-mêmes qu'une sorte de radar soit mise sur pied – avait été obtenu pour effectuer les premières expériences lors du Tour de Suisse de cette année-là. Mais officiellement, les premiers contrôles du taux d'hématocrite ont été réalisés en 1997.»

Euro 2008 en vue

Outre l'UCI, l'Union européenne de football (UEFA), la Fédération internationale de football (FIFA) et la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) font aussi appel au laboratoire lausannois pour soutenir et améliorer leur programme antidopage. «Le football, l'athlétisme et le cyclisme sont, dans cet ordre, les sports les plus contrôlés. Nous voulions travailler avec les fédérations les plus représentatives», mentionne Martial Saugy, qui reconnaît que la présence des sièges de l'UCI, de l'UEFA et de la FIFA sur sol suisse n'est pas étrangère à cette collaboration. «Le cas de l'IAAF est un peu différent, poursuit-il. Venant du milieu de l'athlétisme, cela me tenait personnellement à cœur.»

Après la Coupe du Monde de football 2002 et 2006, l'Euro 2004 et les Jeux d'hiver de Turin, le Laboratoire suisse d'analyse du dopage se replongera au cœur d'un grand rendez-vous: l'Euro 2008. «Le laboratoire

autrichien s'occupera des contrôles avant la compétition et nous prendrons le relais», précise son directeur. Seront recherchés, comme à l'accoutumée, les habituelles classes de produits interdits, avant l'arrivée des nouvelles formes de dopage prévues prochainement.

«Le dopage par manipulation génétique ou par des substances endogènes pourrait faire son arrivée après les Jeux olympiques de Pékin, pense Martial Saugy. Certains pays comme les Etats-Unis disposent déjà de ces techniques à titre expérimental.» Des techniques qui obligent les laboratoires à appréhender la lutte sous un nouvel angle. «Nous devons dès lors faire un suivi médical individuel de chaque athlète et non plus le comparer à une population. L'athlète deviendra son propre étalon.» //

Véhiculer le bon message

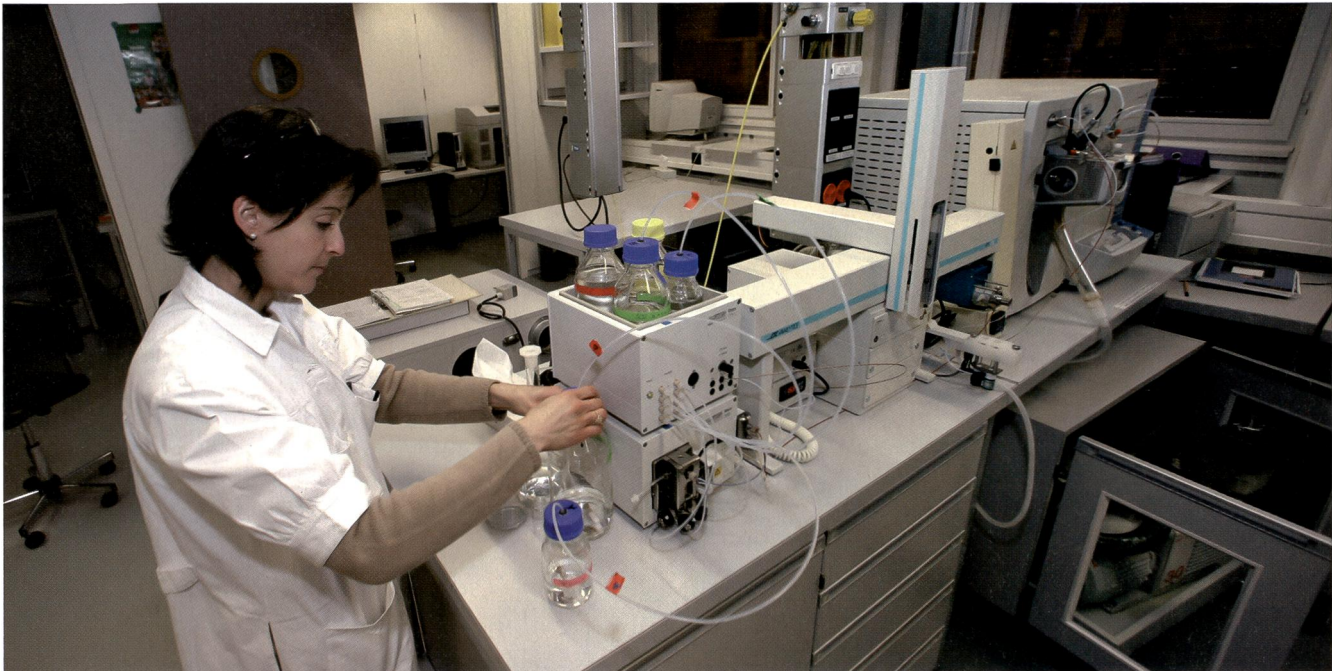
Interview // Selon Martial Saugy, de nombreux jeunes ont déjà fait le premier pas vers une dépendance pharmacologique. Dans sa ligne de mire, les compléments alimentaires.

► **«mobile»: Le sport d'élite est régulièrement confronté à de nouveaux cas de dopage. Est-ce que les milieux scolaires et associatifs, moins médiatisés, sont épargnés? Martial Saugy:** Je n'ai jamais relevé de cas de dopage aux anabolisants ou aux stimulants dans ces milieux-là en Suisse. La problématique du dopage existe pourtant. Une étude française récente a indiqué que 13% d'enfants entre 10 à 12 ans prenaient des compléments alimentaires, comme la créatine. Notre pays n'est pas épargné par ce phénomène. Si ces produits sont autorisés, car non inscrits sur la liste édictée

par l'Agence Mondiale Antidopage, j'estime toutefois qu'ils sont le pas de porte du dopage. Les jeunes prennent ces substances pour modifier leur performance. Les attentes sont les mêmes qu'avec des produits interdits.

Les jeunes sportifs sont-ils conscients de cette dimension des compléments alimentaires? Non, d'autant plus que jusqu'à l'âge de 15 ans, ce sont souvent les parents, les moniteurs, les entraîneurs qui leur recommandent d'absorber ces produits. Ils ne véhiculent malheureusement pas le bon message.





Chaque année, le LAD procède à 4000 analyses d'urine et de sang.

Est-ce à dire qu'il faudrait d'abord mieux informer les adultes?

Les parents sont les cibles les plus difficiles à atteindre, car il n'y a pas de structure en place. Les moniteurs et les coachs sont mieux servis. Mais leur formation doit être repensée. Il s'agit de leur apprendre, sans moralisme, la manière de livrer les bonnes informations. Rien ne sert de faire ce que j'appelle de l'information hypocrite. Indiquer quels sont les produits interdits et ceux qui ne le sont pas n'est pas une bonne forme de prévention. L'entourage doit prendre conscience qu'il a une responsabilité pour le futur du jeune sportif et celui de la société en général. La réussite ne s'obtient pas à n'importe quel prix. Le sport est un outil de communication extraordinaire pour prôner une certaine éthique.

De plus de plus de modules d'informations pour les enfants sont mis en place à l'école, dans les camps de sports ou dans les clubs. Faudrait-il également introduire des contrôles antidopage?

Nous nous sommes déjà posé cette question avec Swiss Olympic. Il n'est pas utile de faire des milliers de contrôles, mais de les cibler pour passer un message. Dire aux jeunes que le dopage

est une voie sans issue. En début de carrière, sanctionner n'est pas la solution. Il est plus judicieux de mettre en place des mesures. Il y a quelques années, nous avons déjà tenté de mettre sur pied un programme de contrôle généralisé chez les jeunes dans les clubs de basketball. Le but était de suivre pendant une certaine période les jeunes contrôlés positifs à des drogues ou à des produits dopants, en compagnie de sociologues, pour évaluer s'il y avait addiction ou non. Nous demandions également aux clubs de signer une charte pour que ces jeunes ne soient pas exclus du groupe et qu'ils puissent continuer de s'entraîner. La Fédération européenne avait donné son accord, Swiss Olympic avait accepté de prendre en charge les frais, mais le projet n'a malheureusement jamais vu le jour.

Dopage et incivilités font actuellement souvent mauvais ménage dans le sport, chez les jeunes mais aussi chez les sportifs d'élite. Les laboratoires de lutte antidopage sont bien placés pour le savoir, eux qui sont régulièrement amenés à se justifier devant les tribunaux... Il est en effet de plus en plus fréquent que l'accusation change subitement de camp. Les

moyens mis en œuvre par les athlètes accusés de dopage augmentent sans cesse. Des avocats sont engagés pour rechercher le moindre vice de forme dans les 6000 pages de la documentation remise par le laboratoire au terme de la procédure. On demande plus de certitudes à un laboratoire antidopage pour la positivité d'un cas qu'à un laboratoire de génétique pour les tests ADN. Un frein doit être mis à cette situation pour ne pas entamer la crédibilité de la lutte antidopage et donner raison à ceux qui disent qu'il faut laisser les athlètes faire ce qu'ils veulent. Nous sommes dans une société démocratique où les gens peuvent s'exprimer, mais s'exprimer ne signifie pas bafouer les règles impunément. Si les règles ne sont pas respectées, c'est la gabegie et la gabegie ne peut profiter qu'à un ou deux privilégiés. La société ne serait alors plus une société démocratique, mais une société de sauvages. //

➤ *Contact: martial.saugy@chuv.ch*